



**PRÉFET  
DU CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Service de coordination des  
politiques publiques**

Arrêté préfectoral complémentaire n° 2022-0520 du 13 mai 2022  
adaptant les conditions de remise en état de la carrière à ciel ouvert d'argile  
située aux lieux-dits « Les Beaumonts », « Les Museaux », « La Fontaine Pucelle », « Le Cul de  
Boëte », « Le Commun des Lacs », « Les Quatre Vents » sur le territoire de la commune de Nançay et  
exploitée par la société IMERYS CERAMICS FRANCE

Le Préfet du Cher  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de l'environnement et notamment le titre VIII du livre I<sup>er</sup> ;

**Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment la  
rubrique 2510-1 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à  
l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

**Vu** le décret du 5 février 2020 du président de la République portant nomination de  
monsieur Jean-Christophe BOUVIER, préfet du Cher ;

**Vu** le décret du 17 août 2021 du président de la République portant nomination de  
monsieur Carl ACCETONE, secrétaire général de la préfecture du Cher ;

**Vu** l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 12 juin 1998 autorisant la SA CERATERA à exploiter une carrière d'argile sur  
le territoire de la commune de Nançay, aux lieux-dits « Les Beaumonts », « Les Museaux », « La  
Fontaine Pucelle », « Le Cul de Boëte », « Le Commun des Lacs » et « Les Quatre vents » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2008.1.1010 du 29 août 2008 autorisant le changement d'exploitant d'une  
carrière située à Nançay et modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation  
du 12 juin 1998 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2015-DDCSPP-214 du 23 décembre 2015 modifiant les conditions  
d'exploitation, par la société IMERYS CERAMICS FRANCE, d'une carrière d'argile située sur le territoire  
de la commune de Nançay ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2018-DDCSPP-072 du 6 juin 2018 modifiant la production annuelle maximale  
autorisée pour la carrière d'argile exploitée par la société IMERYS CERAMICS FRANCE sur le territoire  
de la commune de Nançay ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2021-1047 du 14 septembre 2021 accordant délégation de signature à  
monsieur Carl ACCETONE, secrétaire général de la préfecture du Cher, sous-préfet de  
l'arrondissement de Bourges ;

**Vu** le courrier de la société IMERYS CERAMICS FRANCE du 1er décembre 2021, notifiant la cessation  
partielle d'activité de la carrière et sollicitant la modification des conditions de remise en état du site ;

**Vu** le rapport et les propositions en date du 22 avril 2022 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 3 mai 2022 à la connaissance du demandeur ;

**Vu** le courriel de l'exploitant en date du 12 mai 2022 précisant qu'il n'a pas d'observations à formuler ;

**Considérant** le souhait de l'exploitant de cesser son activité sur les parcelles dont il n'a pas la propriété en raison d'une baisse d'activité ces dernières années ;

**Considérant** que la remise en état initiale du site prévoyait un remblayage partiel pour un retour à la cote du terrain naturel (afin de retrouver les caractéristiques initiales des terrains : prairies / cultures, landes / fourrés, surface boisées ainsi que la création d'un plan d'eau d'une superficie de 45 000 m<sup>2</sup>) ;

**Considérant** que la remise en état sollicitée réduit la surface en eau et limite les impacts sur le milieu naturel ;

**Considérant** que le projet de remise en état du site doit être actualisé car la société n'a pas exploité l'ensemble des parcelles objet de la cessation partielle d'activité ;

**Considérant** que le maire de la commune de Nançay et les propriétaires des terrains ont émis un avis favorable quant aux nouvelles conditions de remise en état ;

**Considérant** que les modifications de remise en état ne présentent pas un caractère substantiel ;

**Considérant** qu'il convient d'adapter les prescriptions relatives aux conditions de remise en état de la carrière ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Cher ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1**

L'arrêté préfectoral du 12 juin 1998 modifié par l'arrêté n°2008.1.1010 du 29 août 2008, l'arrêté n°2015-DDCSPP-214 du 23 décembre 2015 et l'arrêté préfectoral n°2018-DDCSPP-072 du 6 juin 2018, autorisant la société IMERYS CERAMICS FRANCE dont le siège social est situé 43 Quai de Grenelle, 75 015 Paris, à exploiter une carrière d'argile, sur le territoire de la commune de Nançay, aux lieux-dits « Les Beaumonts », « Les Museaux », « La Fontaine Pucelle », « Le Cul de Boête », « Le Commun des Lacs » et « Les Quatre vents » sont adaptés et complétés selon les dispositions du présent arrêté.

### **ARTICLE 2**

Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté préfectoral n°2015-DDCSPP-214 du 23 décembre 2015 sont remplacées comme suit :

Article 1er :

Tableau du classement administratif des installations classées soumise à autorisation sur le site :

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2510	1	A	Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées aux points 5 et 6	Carrière à ciel ouvert d'argile	100 000 t/an en moyenne 140 000 t/an au maximum

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 25 ans à compter du 12 juin 1998. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

La surface autorisée est de 993 458 m<sup>2</sup>, elle porte sur les surfaces des parcelles définies dans le tableau suivant :

Lieu-dit	PARCELLAIRE				
	Section	N° Parcelle	Surface cadastrale par parcelle en m²	Surface autorisée en m²	Commentaires
La Fontaine Pucelle	F	85	26 505	26 505	
		777	1 300	1 300	
		864	37 400	37 400	
		866	46 310	46 310	
		868	29 240	29 240	
		923	1 130	1 130	
Le Cul de Boîte		870	19 480	13 000	Pour partie
Les Beaumonts		773	8 240	8 240	
		791	187 200	187 200	
		792	6 720	3 000	Pour partie
Les Museaux		859	56 407	56 407	
		836	1 280	1 280	
		837	51 810	51 810	
		838	1 175	1 175	
		839	112 255	112 255	
		840	1 315	1 315	
Le Commun des Lacs		841	8 185	8 185	
		164	21 640	6 890	Pour partie
		165	138 720	85 610	Pour partie
Les Quatre Vents		107	2 483	2 483	
	112	2 784	2 784		
	113	3 828	3 828		
	115	13 000	13 000		
	141	6 172	6 172		
	142	177 840	177 840		
	143	3 279	3 279		
	144	8 354	8 354		
	776	88 386	88 386		
	991	16 785	9 080	Pour partie	
TOTAL			1 079 223	993 458	

### ARTICLE 3

Le paragraphe "Pour la zone autorisée par arrêté du 6 février 1990 susvisé" de l'article 2-G de l'arrêté préfectoral du 12 juin 1998 est modifié comme suit :

"Pour la remise en état de la parcelle n°859 :

Un plan d'eau est aménagé au lieu-dit « Les Beaumonts » pour une superficie de 35 000 m<sup>2</sup>. Ce plan d'eau englobe les étangs existants à l'état initial. Il est réalisé de manière progressive et coordonnée au

phasage d'extraction. Les berges sont talutées selon des pentes inférieures ou égale à 30° et régaliées de terres végétales provenant de l'horizon supérieur de la découverte. Sa profondeur maximale n'est pas inférieure à la cote minimale de fond de fouille précisée au présent arrêté et selon les zones concernées.

Le reste de la parcelle n°859 est remis en état sous forme de prairies / culture comme présenté sur le plan de remise en état de 2015 représenté en annexe 1 du présent arrêté”.

#### **ARTICLE 4**

Les dispositions de l'article 2 “Remise en état” de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015-DDCSPP-214 du 23 décembre 2015 sont modifiées comme suit :

“Article 2.1. Pour la remise en état de la zone d'extension de la carrière :

Le plan de l'état final qui est annexé au présent arrêté peut être consulté sur le site de la carrière à chaque état de remis en état.

Un plan d'ensemble d'échelle adaptée sur lequel figureront notamment les limites du périmètre autorisé, les bords de la fouille, les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs et les zones de remises en état est établi et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site de la carrière. Il est mis à jour au moins une fois par an.

Les terrains remis en état peuvent être rendus à leur propriétaire après cessation partielle d'activité de la carrière sur la zone considérée dans la limite de la réglementation en vigueur.

Article 2.1.1. Pour la remise en état de la zone d'extension de la carrière à l'exception des parcelles cadastrées section F n°864, n°866, n°868, n°923, n°870pp, n°791 et n°792pp :

L'ensemble du site est réaménagé au fur et à mesure de l'exploitation de manière coordonnée à l'avancement des travaux en vue de retrouver les caractéristiques initiales d'occupation des terrains, à savoir prairies, cultures, landes, fourrés, surfaces boisées et plans d'eau.

Le réaménagement rétablit les caractéristiques d'écoulement des eaux superficielles en direction des étangs de Chamont (ou de Samord).

Le reste de l'emprise de l'extension de la carrière est intégralement remblayé à la cote initiale des terrains en utilisant d'une part les stériles du site pour les couches inférieures et d'autre part les terres humifères provenant de l'horizon supérieur de la découverte pour le régallage superficiel. La tranche supérieure du remblai, sur un mètre d'épaisseur au moins, ne comporte pas de gros éléments. Le nivelage et la scarification des couches de stériles mises en remblai précèdent le régallage des terres superficielles.

Plusieurs zones sont reboisées à l'aide d'essences locales en respectant la diversité des espèces présentes à l'état initial et en collaboration avec les services compétents (direction départementale de l'agriculture et de la forêt). Les zones correspondent au défrichement réalisé.

Les zones de landes et fourrés sont préparées par ensemencement après régallage des terres humifères.

Les terres sont également ensemencées d'une manière adaptée à leur remise en exploitation. Les autres terrains sont préparés à la remise en culture.

Trois mares de superficie individuelle inférieure à 100 m<sup>2</sup> sont créées à proximité des lieux d'habitat des amphibiens et à l'usage des grands mammifères.

Une falaise de nidification de vingt mètres de long est créée et maintenue en l'état pour l'usage des hirondelles de rivage.

Article 2.1.2. Pour la remise en état des parcelles cadastrées section F n°864, n°866, n°868, n°923pp, n°870, n°791 et n°792pp :

La remise en état des parcelles ci-dessus référencées se fait conformément au plan de remise en état des parcelles objet de la cessation partielle d'activité représenté en annexe 2 du présent arrêté.

En particulier :

- un reboisement (inférieur à 30 ans) est réalisé à l'aide d'essence locales sur les parcelles cadastrées section F n°870, n°868, n°864, n°866 (partie est de la parcelle) ainsi que sur la partie Sud-Est de la parcelle n°791 ;
- les surfaces ayant été exploitées sont intégralement remblayées à la cote initiale des terrains en utilisant d'une part les stériles du site pour les couches inférieures et d'autre part les terres humifères provenant de l'horizon supérieur de la découverte pour le régalaage superficiel. La tranche supérieure du remblai, sur un mètre d'épaisseur au moins, ne comporte pas de gros éléments. Le nivelage et la scarification des couches de stériles mises en remblai précèdent le régalaage des terres superficielles afin de réhabiliter ces zones en prairie et cultures ;
- la partie Est et une bande au Nord de la parcelle cadastrée n°866 ainsi que le reste de la parcelle n°791 sont réaménagées sous formes de fourrés divers, et haies ;
- les parcelles n°923pp et n°792pp sont remises en état sous forme de chemin et un merlon paysagé demeure le long du chemin sur la parcelle n°791.

La remise en état des parcelles n°864, n°866, n°868, n°923pp, n°870, n°791 et n°792pp (objet de la demande de modification des conditions de remise en état) est représentée sur le plan en annexe 2 du présent arrêté."

## **ARTICLE 5**

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré par courrier auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45 057 Orléans Cedex 1 ou par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) par :

- 1° : l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée,
- 2° : les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) l'affichage en mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
  - b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Cher, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

## **ARTICLE 6**

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Nançay et peut y être consultée.

2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Nançay pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par les soins de monsieur le maire de Nançay à la préfecture du Cher.

3° Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Cher qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

## **ARTICLE 7**

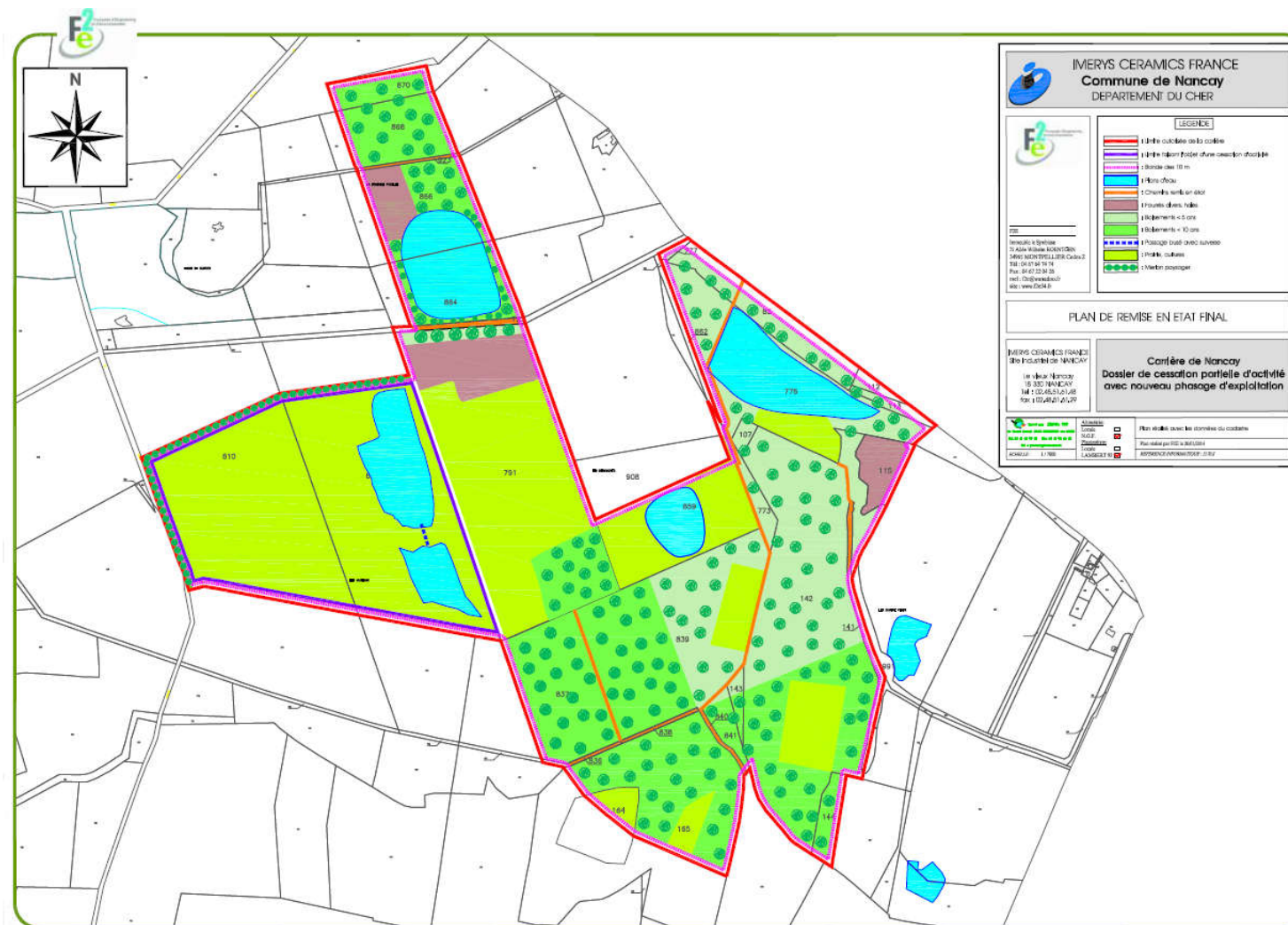
Le secrétaire général de la préfecture du Cher, le maire de la commune de Nançay et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à l'exploitant.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

*signé*

Carl ACCETTONI

**ANNEXE 1 : Plan de remise en état final (2015), à l'arrêté préfectoral n° 2022-0520 du 13 mai 2022.**



**ANNEXE 2 : Plan de remise en état final actualisée pour les parcelles n°864, n°866, n°868, n°923pp, n°870, n°791 et n°792pp,  
à l'arrêté préfectoral n° 2022-0520 du 13 mai 2022.**

